

Emploi du Languedoc-Roussillon en 2011 : le tertiaire résiste, l'industrie et la construction à la peine

Nicolas MILLET, *Insee Languedoc-Roussillon*

Durant l'année 2011, l'emploi total a progressé en Languedoc-Roussillon de + 0,3 %, soit + 2 700 emplois supplémentaires.

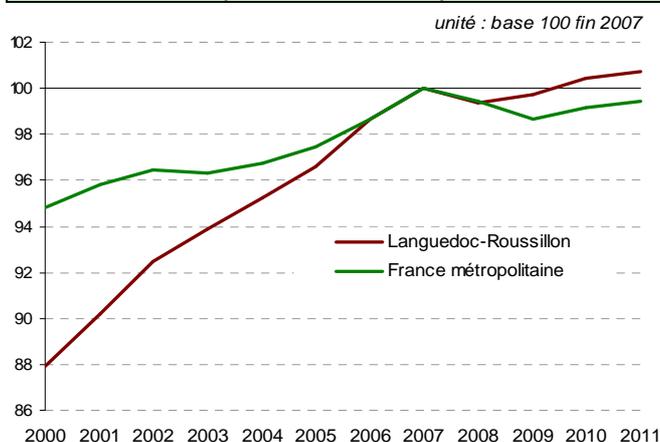
Même si l'emploi non salarié a augmenté, l'emploi salarié est resté à son niveau. En effet, la hausse des emplois salariés dans le tertiaire marchand et non marchand a tout juste compensé leur baisse dans l'agriculture, l'industrie et la construction. L'emploi non salarié, pesant 14 % de l'emploi total, a toutefois progressé dans tous les secteurs grâce à l'auto-entrepreneuriat, sauf dans l'agriculture. Cette augmentation est particulièrement notable dans le secteur tertiaire.

La faible progression de l'emploi total intervient alors que la population active poursuit une croissance soutenue, notamment chez les seniors impactés par les réformes des retraites. En conséquence, le taux de chômage a augmenté sensiblement en 2011 et l'écart avec le niveau national s'est creusé.

Le Languedoc-Roussillon compte 960 100 emplois fin 2011 (*tableau 1*). Sur l'ensemble de l'année, la région a bénéficié de + 2 700 créations nettes d'emplois. Après un rythme de croissance de l'emploi soutenu entre 1998 et 2007 de + 1,8 % en moyenne annuelle, la crise économique et financière amorcée au printemps 2008 a stoppé cette progression. En 2008, l'emploi régional a chuté (- 0,6%), pour augmenter modérément en 2009 (+ 0,3 %). En 2010, sa progression a été plus dynamique, profitant du retour de la croissance économique au niveau national (*graphique 1*).

L'aggravation de la crise des dettes souveraines durant l'été 2011 a provoqué un retournement conjoncturel. Les créations nettes d'emploi ont alors de nouveau ralenti, limitant la hausse de 2011 à + 0,3 %, identique au rythme observé pour la France métropolitaine.

Graphique 1 : Évolution de l'emploi total
(salarié et non salarié)



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

Tableau 1 : Emploi au 31 décembre 2011 en Languedoc-Roussillon			
unité : effectif			
	Emploi		
	salarié	non salarié	total
Agriculture	12 200	20 800	33 000
Industrie	68 600	18 700	87 300
Construction	54 500	6 600	61 100
Tertiaire marchand	372 500	63 700	436 200
Tertiaire non marchand	317 000	25 500	342 500
Ensemble	824 800	135 300	960 100

Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

En 2011, l'emploi progresse grâce au secteur tertiaire...

La légère hausse de l'emploi total en 2011 dans la région s'explique principalement par le tertiaire marchand qui crée + 3 700 emplois sur l'ensemble de l'année (*graphique 2*). Le secteur du tertiaire non marchand participe également à la croissance de l'emploi régional : + 1 900 emplois. En revanche, l'emploi dans l'agriculture et dans l'industrie baisse toujours avec respectivement - 1 400 et - 900 emplois en 2011. L'emploi dans le secteur de la construction est en repli pour la quatrième année consécutive et se solde par un déficit de - 600 emplois au cours de l'année.

... et aux non salariés

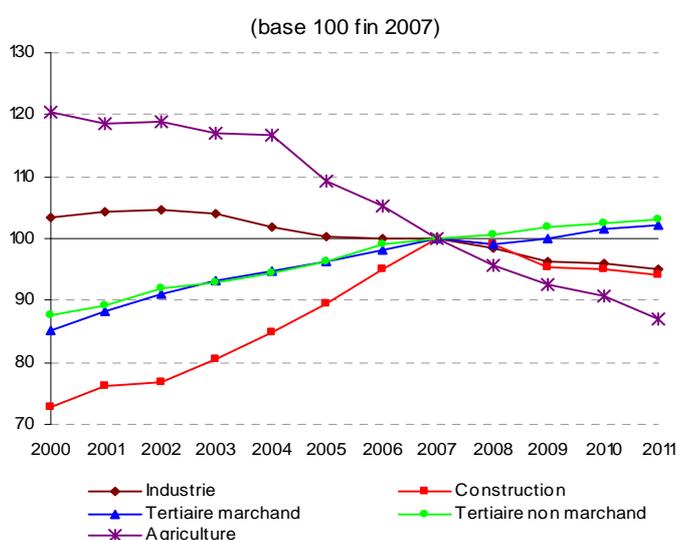
L'emploi salarié et l'emploi non-salarié présentent chacun des évolutions différentes. Si l'emploi salarié se stabilise en 2011 grâce au tertiaire marchand et non marchand, l'emploi non salarié augmente dans la plupart des secteurs en dehors de l'agriculture.

Tableau 2 : Évolution de l'emploi total (salarié et non salarié) en Languedoc-Roussillon

	Évolution entre 2010 et 2011 (en %)			Évolution annuelle moyenne entre 2000 et 2007 (en %)			Évolution annuelle moyenne entre 2007 et 2011 (en %)		
	emploi salarié	emploi non salarié	emploi total	emploi salarié	emploi non salarié	emploi total	emploi salarié	emploi non salarié	emploi total
Agriculture	-3,7	-4,3	-4,1	-2,6	-2,1	-2,3	-4,5	-2,7	-2,7
Industrie	-1,5	2,5	-0,7	-0,5	4,1	-0,4	-1,5	1,0	-1,0
Construction	-1,9	2,8	-1,4	4,1	1,1	4,1	-2,3	0,8	-1,2
Tertiaire marchand	0,4	3,7	0,8	2,1	1,7	2,0	0,3	2,5	0,5
Tertiaire non marchand	0,2	4,6	0,6	1,6	2,4	1,7	0,4	5,5	0,6
Ensemble	0,0	2,3	0,3	1,7	1,2	1,6	-0,1	1,8	0,1

Source : Insee - Estimations d'emploi localisées.- Champ : Languedoc-Roussillon au lieu de travail

Graphique 2 : Évolution sectorielle de l'emploi total en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

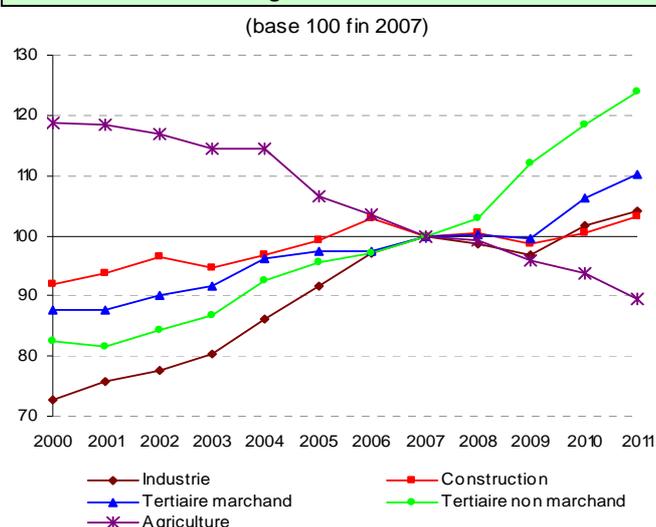
L'emploi non salarié progresse toujours

Fin 2011, l'emploi non salarié progresse de + 3 100 emplois, soit + 2,3 %. Contrairement à l'emploi salarié, sa croissance annuelle est continue depuis le début des années 2000, malgré une stabilité au moment de la récession de 2008-2009. En 2009, la mise en place du statut d'auto-entrepreneur a probablement compensé les pertes d'emplois non salariés hors auto-entrepreneurs liées au contexte économique et engendré un effet de substitution partielle entre ces deux statuts. En 2010, l'emploi non salarié est reparti à la hausse (+ 4,5 %) sous l'effet combiné de fort nombreuses créations d'auto-entreprises depuis la mise en place du statut et du rebond de l'activité économique.

En 2011, l'emploi non salarié augmente toujours mais modérément. Le tertiaire marchand enregistre la plus forte hausse du nombre d'emplois avec + 2 300 emplois non salariés malgré un essoufflement par rapport à 2010. Depuis l'avant crise en 2007, ce secteur a gagné + 6 000 emplois non salariés. Le tertiaire non marchand est également dynamique, avec un gain de + 1 100 emplois non salariés en 2011. Bien que plus tempérée, l'évolution de l'emploi non salarié dans l'industrie et la construction reste positive. En revanche, le rythme des pertes

d'emplois non salariés dans l'agriculture s'accroît en 2011 (- 4,3%) par rapport à la période 2000-2007 (- 2,6 %) (graphique 3).

Graphique 3 : Évolution sectorielle de l'emploi non salarié en Languedoc-Roussillon



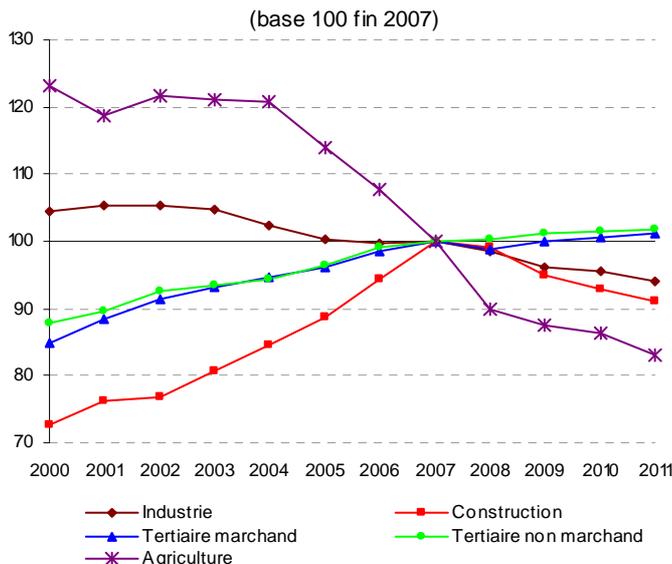
Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

L'emploi salarié stagne en 2011

Au 31 décembre 2011, le Languedoc-Roussillon compte 824 800 salariés, niveau semblable à celui de 2010. Après un fort recul de l'emploi salarié dès 2008 (- 0,7 %), le nombre d'emplois salariés a connu une hausse en 2009 et s'est stabilisé en 2010 et en 2011. Ces trois dernières années n'ont pas suffi à compenser le déficit d'emplois de l'année 2008.

Ainsi, l'emploi salarié régional demeure à un niveau inférieur de - 2 800 emplois à celui de fin 2007, période d'avant crise (tableau 1). La stabilité de l'emploi salarié en 2011 est la résultante d'une hausse continue dans le tertiaire marchand et non marchand et d'une baisse dans les autres secteurs (graphique 4). L'évolution de l'emploi salarié depuis la crise de 2008 dans les services marchands et non marchands présente cependant des différences.

Graphique 4 : Évolution sectorielle de l'emploi salarié en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

Le rôle stabilisateur de l'emploi salarié dans le tertiaire non marchand

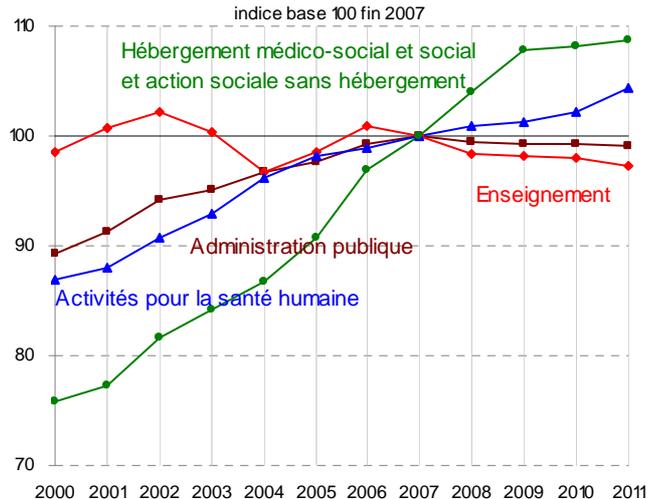
L'emploi salarié du tertiaire non marchand, comme par exemple dans l'administration publique, l'enseignement et la santé humaine, a joué un rôle stabilisateur depuis le début de crise.

En 2008, alors que l'emploi salarié reculait dans la plupart des secteurs, dans le tertiaire non marchand, il augmentait de + 0,4 %. La hausse s'est poursuivie en 2009 (+ 0,8 %), avant de ralentir en 2010 et 2011 (+ 0,2 %). Si la situation économique du tertiaire non marchand est moins sensible à la conjoncture économique que les autres secteurs, la croissance de l'emploi salarié depuis 2008 est cependant nettement plus faible que celle des années précédentes. Ainsi, l'emploi salarié dans le tertiaire non marchand a progressé en moyenne annuelle entre 2007 et 2011 à un rythme 4 fois plus faible qu'entre 2000 et 2007 (tableau 2). En 2011, le secteur des « activités pour la santé humaine » est le principal moteur des créations d'emploi salarié dans les services non marchands avec près de + 1 300 emplois. Le secteur « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » progresse plus modérément, gagnant + 350 emplois salariés. En revanche des déficits d'emplois salariés sont enregistrés dans « l'enseignement » et « l'administration publique » avec respectivement - 450 et - 400 emplois salariés (graphique 5), sans doute sous l'effet de la Réforme Générale des Politiques Publiques et du non-remplacement partiel de fonctionnaires partant à la retraite.

L'emploi salarié en hausse dans le tertiaire marchand

La croissance de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand est beaucoup plus faible depuis 2008 que durant la première moitié des années 2000. Son rythme moyen annuel était de + 0,3 % par an entre 2007 et 2011 contre + 2,1 % entre 2000 et 2007. En 2008, près de - 4 400 emplois salariés ont été détruits. Le retour aux créations de postes s'est opéré à partir de 2009 et poursuivi en 2010 et 2011 plus modérément.

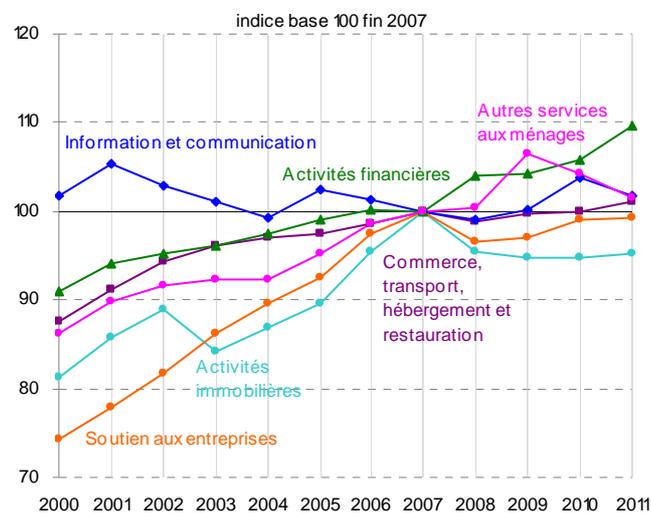
Graphique 5 : Évolution du nombre d'emplois salariés dans le tertiaire non marchand en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

Le secteur tertiaire marchand a gagné + 3 800 emplois salariés par rapport à son niveau avant la crise de 2008. Parmi les sous secteurs les plus créateurs d'emplois salariés en 2011, les « activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » gagnent près de + 1 200 emplois. La tendance à la hausse est également nette pour le « commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles » (+ 1 000 salariés), ainsi que pour les « activités financières et d'assurance » (+ 750) et l'« hébergement et restauration » (+ 700). Elle est plus modeste pour les secteurs « transports et entreposage » (+ 300) et « autres activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+ 200) (graphique 6). En revanche, deux secteurs des services marchands se démarquent : les « autres activités de services » principalement tournées vers les ménages et les « activités de services administratifs et de soutien » dont l'intérim. En 2011, les activités de services à la personne ont perdu près de - 1 300 emplois salariés. Les « activités de services administratifs et de soutien » dans lesquelles se retrouve notamment l'intérim, affichent également un déficit de - 1 200 emplois salariés en 2011.

Graphique 6 : Évolution du nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand en Languedoc-Roussillon

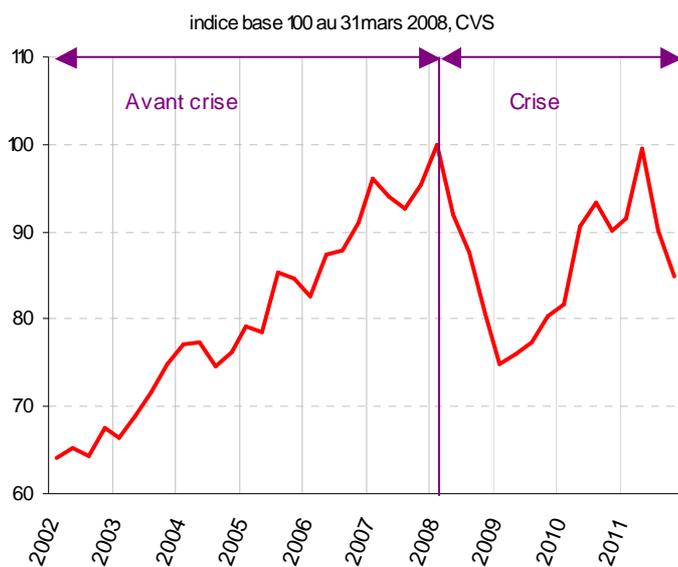


Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

L'intérim, ajustement en temps de crise

L'emploi intérimaire continue d'être le principal vecteur du retournement conjoncturel dans le tertiaire marchand. Après avoir fortement chuté en début de crise en 2008, l'emploi intérimaire avait rebondi dès 2009. La dégradation du climat économique français et européen liée à l'aggravation de la crise des dettes souveraines durant l'été 2011 a de nouveau impacté le recours à l'emploi intérimaire. Avec près de - 1 000 emplois perdus en 2011, les intérimaires sont parmi les premiers à être affectés par les retournements de la conjoncture de l'emploi (graphique 7).

Graphique 7 : Évolution de l'emploi intérimaire en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

L'emploi salarié dans la construction s'enfonce dans la crise

En 2011, l'emploi salarié dans la construction diminue de - 1,9 % (- 1 100 emplois). Il s'agit de la quatrième année de baisse consécutive, alors que sa croissance était la plus rapide de tous les grands secteurs avant la crise : + 4,1 % par an en moyenne entre 2000 et 2007. Entre 2008 et 2011, la construction enregistre une perte de - 5 300 emplois salariés.

Pourtant, l'emploi progresse au premier trimestre 2011, soutenu par l'immobilier avec une hausse des mises en chantier de logements. Ce rebond est de courte durée. Dans un climat conjoncturel incertain, la situation financière des entreprises du secteur de la construction se dégrade dès le deuxième trimestre. Les prix baissent, les carnets de commandes se stabilisent. Les marges se réduisent. Pour résister, les entreprises du secteur réalisent des ajustements par le biais de l'emploi.

L'emploi salarié recule encore dans l'industrie et l'agriculture

En 2011, le repli de l'emploi salarié industriel se poursuit avec - 1 000 emplois à un rythme de baisse (- 1,5 %), trois fois supérieur à celui d'avant la crise (- 0,5 % en moyenne par an entre 2000 et 2007). Au total, les secteurs industriels ont perdu environ - 4 200 emplois salariés depuis le début de crise.

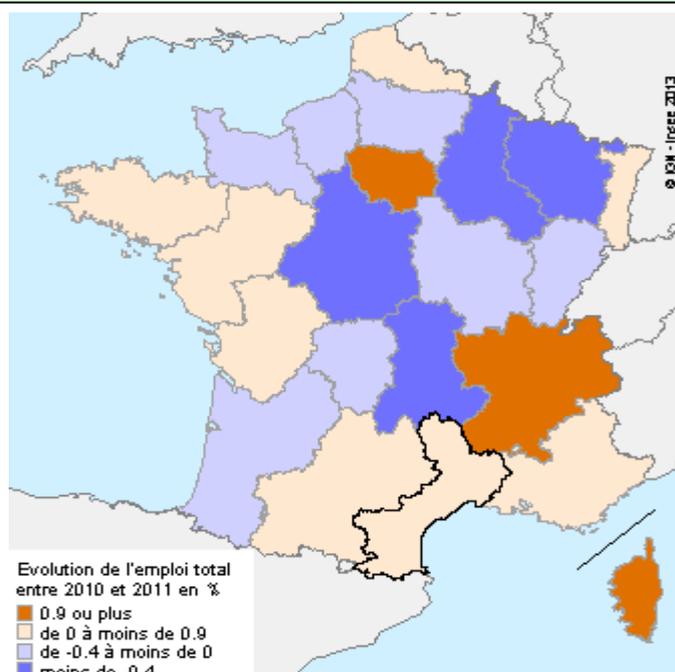
Les plus gros déficits d'emplois salariés en volume se concentrent dans les secteurs « fabrication d'équipements électriques » (- 300 salariés), ainsi que dans la « métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements » et la « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » avec pour chacun une perte de - 200 emplois. Dans une moindre mesure, l'emploi salarié recule d'une centaine de postes dans les secteurs du « travail du bois, industries du papier et imprimerie » et dans la « fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques ». L'emploi salarié se stabilise dans les secteurs des « Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution ». En revanche, la situation de l'emploi salarié progresse d'environ une centaine de postes dans le secteur « fabrication de matériels de transport ».

Enfin, l'emploi salarié dans l'agriculture recule pour la neuvième année consécutive avec de - 600 postes en 2011. Depuis 2000, ce secteur a perdu - 5 900 emplois salariés et représente désormais 1,5 % de l'emploi salarié de la région.

L'Ouest et le Sud résistent mieux au retournement conjoncturel de 2011

En 2011, l'emploi a augmenté de plus de + 0,9 % dans seulement trois régions de France métropolitaine : la Corse, l'Île-de-France et Rhône-Alpes. Son niveau stagne ou progresse faiblement dans les régions du nord-ouest et du sud de la France, ainsi que dans le Nord-Pas-de-Calais et l'Alsace. En revanche, les pertes d'emploi en 2011 dans les régions de Champagne-Ardenne, Centre, Auvergne et Lorraine dégradent encore un peu plus un marché du travail qui a particulièrement souffert depuis la crise de 2008.

Carte 1 : Évolution régionale de l'emploi total en France métropolitaine entre 2010 et 2011

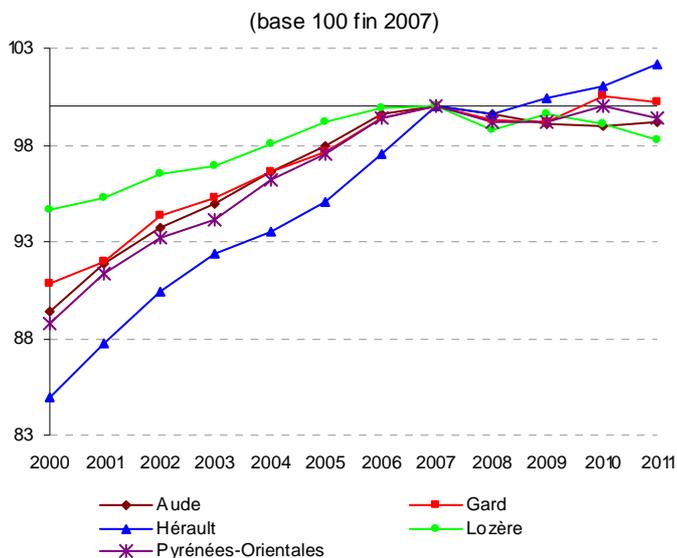


Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

L'Hérault : département moteur en termes d'emploi

Fin 2011, le département de l'Hérault concentre 43 % des emplois du Languedoc-Roussillon et se démarque des autres départements de la région en enregistrant une hausse annuelle de l'emploi (+ 1,1%) (graphique 8). L'emploi progresse grâce au tertiaire marchand (+ 2,0 %), au tertiaire non marchand (+ 0,6 %) et à la construction (+ 0,5 %). Dans l'Aude, l'emploi se stabilise en 2011, les gains d'emplois dans le tertiaire compensant les pertes dans la construction, l'industrie et l'agriculture. En revanche, le recul de l'emploi industriel gardois pénalise lourdement ce département où seul l'emploi du tertiaire non marchand progresse. Les Pyrénées-Orientales se caractérisent par des pertes d'emploi dans tous les secteurs et plus particulièrement dans le tertiaire marchand, l'agriculture et la construction. Enfin, en Lozère, l'emploi diminue principalement sous l'effet du recul des effectifs dans le tertiaire non marchand et l'agriculture.

Graphique 8 : Évolution de l'emploi total en Languedoc-Roussillon par département



Source : Insee, estimations annuelles d'emploi localisées

Le chômage poursuit sa hausse

Alors que l'emploi total se stabilise globalement en 2011, la population active, c'est-à-dire les personnes en emploi et les chômeurs, continue d'augmenter (graphique 9). Depuis la crise de 2008, les créations d'emplois sont devenues insuffisantes pour une population active de plus en plus nombreuse.

Les évolutions de la population active résultent de deux facteurs : la démographie, avec un nombre de personnes en âge de travailler plus important, et les comportements d'activité.

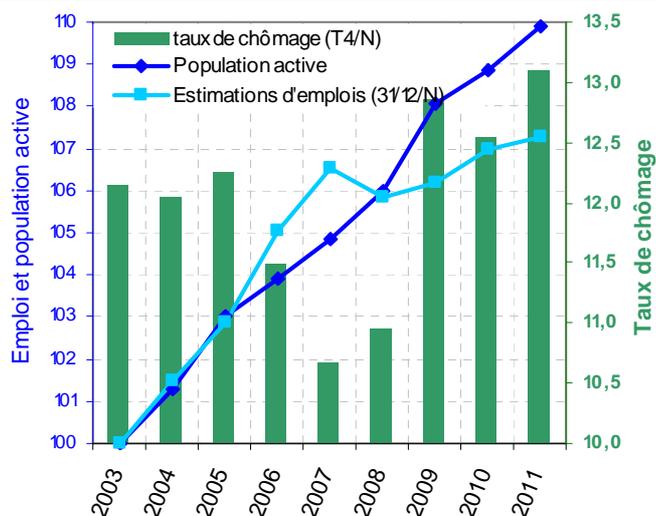
En 2011, la population âgée de 15 à 64 ans résidente en Languedoc-Roussillon continue d'augmenter (+ 0,7 %), alimentant ainsi la population active. La classe d'âge des 60 à 64 ans contribue fortement à cette hausse de la population : + 4,6 % entre 2010 et 2011.

Les comportements d'activité en 2011 ont également pesé dans l'évolution de la population active. La progression du taux global d'activité est portée notamment par la forte hausse de celui des seniors.

La plus forte participation des seniors au marché du travail a été renforcée en 2011 sous l'effet des réformes des retraites. Le recul de 4 mois de l'âge légal de départ à la retraite (60 ans à 60 ans et 4 mois) en juillet 2011 et dans une moindre mesure, le recul concomitant à 65 ans et 4 mois de l'âge ouvrant droit au taux plein pour ceux qui n'ont pas la durée d'assurance requise, a contribué à cette accélération. Certains seniors ont du reporter leur date de départ à la retraite et sont restés actifs sur le marché du travail.

Dans un contexte de hausse de la population active et de stagnation de l'emploi, le taux de chômage régional a augmenté de + 0,3 point aux troisième et quatrième trimestres 2011, pour s'établir à la fin d'année à 13,1 % de la population active. L'écart avec la métropole s'est creusé passant d'un taux de chômage supérieur de + 3,2 points fin 2010 à + 3,7 points fin 2011.

Graphique 9 : Évolution de l'emploi, de la population active et du chômage en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, Eurostat

Le retournement conjoncturel intervenu durant l'année 2011 a pesé négativement sur l'évolution de l'emploi et du chômage. Si l'emploi salarié marchand non agricole est resté sur une bonne dynamique au premier semestre 2011 (avec des taux de croissance trimestrielle de + 0,3 % et + 0,4 %), le changement de tendance s'est opéré durant l'été 2011. Première victime du ralentissement de l'activité, l'emploi intérimaire reculait fortement au troisième trimestre 2011 (- 9,4 %). Ces difficultés se sont étendues par la suite à l'ensemble des secteurs d'activité. La fin d'année 2011 s'est soldée par un recul de l'emploi salarié marchand non agricole dans la région.

Méthodologie

Le suivi de l'emploi repose sur les « estimations d'emploi ». Elles sont issues d'une synthèse de plusieurs sources statistiques d'origine administrative : données des Urssaf, de Pôle emploi, de la Mutualité sociale agricole, du fichier de paie des agents de l'État, du fichier des particuliers employeurs... De ces sources sont déduits un niveau de référence annuel et des indices trimestriels d'évolution de l'emploi.

Estimations trimestrielles d'emploi salarié :

Les évolutions trimestrielles de l'emploi salarié utilisées dans les notes trimestrielles de conjoncture mobilisent les données des Urssaf et celles de Pôle emploi sur les missions d'intérim. Elles couvrent uniquement les salariés du **secteur privé essentiellement marchand**, hors agriculture, administration, éducation, santé, action sociale et particuliers employeurs. Sont ainsi exclus de l'analyse : les salariés appartenant aux établissements cotisant à la Mutualité Sociale Agricole (MSA), dispersés dans l'agriculture, l'agroalimentaire, la construction, le commerce de gros, les services financiers etc., l'emploi public (fonction publique d'état, fonction publique hospitalière et collectivités territoriales), les salariés des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale du secteur privé. Le champ des évolutions trimestrielles de l'emploi salarié recouvre que 51 % de l'emploi total et 59 % de l'emploi salarié total.

Estimations annuelles d'emploi :

Depuis septembre 2009, les estimations d'emploi annuelles servant de niveau de référence sont estimées avec le dispositif **Estel** (estimations d'emploi localisées) par département, région, statut et secteur d'activité. Les estimations des effectifs salariés s'appuient sur les déclarations annuelles de données sociales (DADS) dites « grand format » qui incluent les effectifs de la fonction publique d'État et les salariés des particuliers employeurs. Pour les non-salariés, ce sont les données des Urssaf et de la Mutualité sociale agricole qui sont utilisées.

Les données sont définitives jusqu'en 2010 et provisoires pour l'année 2011.

Les estimations calculées par Estel sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée dans le niveau d'emploi qui sert de référence. Les estimations calculées par **Estel** fournissent le nombre de personnes en emploi au 31 décembre selon un concept d'emploi proche de celui du Bureau international du travail (**BIT**).

Le dispositif Estel est la référence pour analyser **l'emploi total (salarié et non salarié)** en niveau et pour analyse locale, puisque la ventilation géographique se fait jusqu'à la zone d'emploi.

Le cœur de la mécanique Estel repose sur une correction annuelle de la multi-activité. Estel traite la multi-activité à l'intérieur des champs salarié et non salarié, ainsi que de la multi-activité salarié / non salarié. Pour les individus occupant plusieurs postes en fin d'année, Estel sélectionne le poste le plus rémunérateur. Ce poste est appelé poste principal.

Pour en savoir plus

Publications nationales

« Emploi et salaires »,
Insee Références, Édition 2013, mars 2013

Publications régionales

« L'année économique et sociale 2012 en Languedoc-Roussillon »,
Insee Languedoc-Roussillon, Repères Synthèse n°4, avril 2013

« En Languedoc-Roussillon, le manque d'emploi pèse sur la production de richesse par habitant »,
Insee Languedoc-Roussillon, Repères Synthèse n°2, janvier 2013